

27 mars 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Visite d'État au Brésil, journée à Rio de Janeiro et São Paulo.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup Monsieur le vice-président de la République.

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les Présidents et représentants de la Confédération Nationale de l'Industrie du Brésil, de la Fédération des industries de l'État de Sao Paulo, de la Fédération des industries de l'État de Rio de Janeiro.

Mesdames et Messieurs les représentants des entreprises brésiliennes et françaises,

Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,

Chers amis,

Je suis heureux d'être parmi vous ce soir et je vous prie de bien vouloir excuser ce retard qui est lié au fait que ce matin, je dois dire que nous avons passé un peu plus de temps que prévu avec le président LULA aux côtés des projets justement de défense que vous avez rappelés et qui sont si importants. Et donc nous voilà parmi vous.

Je veux d'abord vous dire, Monsieur le vice-président que dans cette salle, vous avez et je les en remercie très chaleureusement, vos grandes entreprises et les représentants du monde des affaires que je viens de citer et je vous remercie de votre accueil et de l'organisation de cet événement. Mais vous avez aussi, si je puis utiliser cette formule, la sélection française. Cette *seleção* est pacifique. Elle est un peu plus qu'à 11 joueurs sur le terrain. Il y a plusieurs centaines d'entreprises françaises ici et je veux vraiment remercier l'ensemble de cette équipe de France, de Business France au Medef International en passant par l'ensemble de ceux qui y ont tenu, et M. CLAMADIEU a une responsabilité éminente en la matière, ont organisé ces rencontres entre nos communautés d'affaires, ce qui est une deuxième en dix ans, puisque la précédente s'était tenue il y a dix ans déjà. Je remercie l'ensemble des dirigeants d'entreprises françaises et brésiliennes d'être ici dans cette salle pour partager une ambition commune. Je vais essayer d'aller le plus directement au thème.

Au fond, j'avais principalement trois messages à partager avec vous. Le premier, c'est que les entreprises françaises, les chiffres sont là pour le dire, croient dans le Brésil. Je suis à peu près convaincu qu'elles ont raison, je vais essayer de dire pourquoi. Le deuxième message, c'est que je pense que les entreprises brésiliennes devraient encore plus croire dans la France, et je vais essayer de vous en convaincre, et à travers elle dans l'Europe. Et le troisième message, c'est que je suis convaincu qu'on a un agenda commun pour réussir cette transition environnementale qui est l'un des grands défis qu'il y a devant nous.

Alors d'abord, monsieur le vice-président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs les ministres, je le disais, la France aime le Brésil, elle croit dans le Brésil et je dois dire que nos entrepreneurs et nos entreprises l'expriment très bien, parce que, si c'est la deuxième rencontre à ce niveau-là en dix ans, quand je regarde les chiffres des dix dernières années, le stock d'investissements directs français au Brésil a crû de 26 %. Il a franchi la barre des 40 milliards d'euros. Il y a plus de 1 100 filiales françaises qui sont présentes sur le sol brésilien et la France est le premier employeur étranger dans votre pays, avec plus de 520 000 emplois. Alors, c'est vrai que des groupes comme Carrefour en particulier, qui sont très intensifs, ont beaucoup d'employés et c'est une formidable chance pour nous et pour vous. Mais des groupes comme Engie et beaucoup d'autres sont au cœur aussi de votre projet environnemental et ont une expertise ici bien connue. Ceci se reflète aussi dans nos échanges commerciaux qui dépassent 8,4 milliards d'euros et sont revenus à leur niveau d'avant-Covid. C'est une force. Les entreprises qui sont là veulent aller encore plus loin. Et je vais vous dire ici qu'elles ont à mes yeux totalement raison parce que quand je regarde votre pays depuis la France, et avec un peu plus d'intimité ces derniers jours, je pense que nous pouvons et nous devons avoir confiance dans la force et l'avenir du Brésil, pas simplement comme économie, mais aussi comme nation. Vous avez réussi à affronter les périodes très déstabilisées que nous avons connues tous ces dernières années, Covid, crises géopolitiques. Vous avez une croissance solide, confirmée pour cette année et les années qui viennent. Vous avez su maîtriser l'inflation et vous avez su résister aux secousses que vivent toutes les démocraties du monde. Vous l'avez fait aussi en montrant la résistance des systèmes de pouvoir et de contre-pouvoirs et une maturité institutionnelle qui, je dois le dire, pour tous les investisseurs du monde entier et nos entreprises, témoigne d'une très grande force. Et enfin, vous avez, je dirais de manière native, un modèle de production de votre énergie basé sur les renouvelables, peu cher, soutenable, avec un défi qui est lié aux conséquences du dérèglement climatique sur vos fleuves mais qui est une très grande force. Et c'est vrai que le potentiel forestier fluvial et la force de votre production énergétique font aussi du Brésil une économie, une nation qui a devant elle un énorme potentiel. Tout ça pour dire que je suis convaincu ici que nos entreprises ont raison de vous aimer, de vous avoir fait confiance, d'être ce premier employeur étranger dans votre pays et que je suis convaincu que nous pouvons, nous devons faire encore davantage, je le dis à nos entreprises, en matière évidemment de consommation et de développement des métiers, parce que vous avez un marché domestique très fort et qui est un point d'entrée dans toute la sous-région, parce que vous avez ce modèle qui doit nous permettre de faire encore davantage sur le plan énergétique. Parce qu'il y a ici un potentiel extraordinaire de services urbains, de mobilité et de gestion de la complexité urbaine, qui est aussi un savoir-faire français dans lequel nous voulons pouvoir déployer les choses. Et puis parce que nous avons aussi des potentiels de croissance en matière de défense. Plusieurs entreprises sont ici présentes, je l'évoquais avec le président LULA ce matin. On a formidablement commencé avec les hélicoptères et avec les sous-marins. On va aller beaucoup plus loin dans ces deux secteurs, c'est-à-dire bâtir de nouvelle génération, passer de nouvelles commandes. Mais nous sommes convaincus que de la modernisation des chars aux nouvelles générations de la conquête spatiale jusqu'à l'aviation, nous avons encore des potentiels immenses dans la relation bilatérale. Parce que le sous-jacent, c'est une certaine idée du monde que nous avons en partage. Et ici comme en France, nous voulons être des puissances d'équilibre et de paix.

Nous croyons dans le multilatéralisme efficace. Nous refusons le dictat d'un ordre bipolaire où il faudrait choisir son camp. Nous n'aimons pas la condamnation à la vassalisation et en quelque sorte, nous aimons ces chemins qui nous permettent d'être indépendants, ce qui ne veut pas dire fermé ou autarcique, mais c'est de choisir nos partenariats au service d'une vision et des valeurs qui sont les nôtres. Et ces valeurs, ce sont les idéaux de dignité humaine qui sont au cœur même des projets démocratiques brésiliens et français. Une fois que j'ai dit tout cela, le deuxième point sur lequel je voulais revenir, c'est ce pour quoi les entreprises brésiliennes doivent beaucoup plus croire dans la France. Et là, je fais mon plaidoyer pro domo, ce qui est normal et pleinement légitime. Mais quand je regarde les entreprises, les investisseurs brésiliens dans notre pays, le niveau n'est pas le même et on peut aller beaucoup plus loin. Quand je regarde le stock d'investissements directs, il est de moins de deux milliards d'euros en France. Et donc, très clairement, les grandes entreprises et les investisseurs brésiliens doivent pouvoir faire beaucoup plus. Alors pour ça, je voudrais ici peut-être revenir sur ce que nous avons collectivement fait ces dernières années. La France n'est plus le pays de la grande complexité que vous avez connu. C'est une tâche permanente qu'il faut conduire. Mais nous avons profondément simplifié les choses à la fois le monde du travail avec des ordonnances de travail passé des 2017, la fiscalité. En baissant de 60 milliards d'euros la fiscalité en France et en particulier sur la fiscalité du capital, mais aussi la fiscalité des entreprises. On a mis en place une *flat tax* de 30 % sur la fiscalité du capital. On a baissé de 33 à 25 % notre impôt sur les sociétés, avec un vrai résultat.

Nous sommes les grands gagnants de l'après Brexit. Les banques, je le dis aussi pour celles qui hésitent encore ou qui réfléchissent pour les grands acteurs brésiliens, la plupart des banques qui ont quitté Londres pour choisir un site en Europe ont choisi Paris, qu'elles soient d'ailleurs américaines, parfois certaines, anglaises elles-mêmes ou asiatiques. Ensuite, nous avons créé plus de deux millions d'emplois ces dernières années, baissé de deux points notre taux de chômage. Et nous sommes ces quatre dernières années, le pays le plus attractif d'Europe en vertu de tous les classements. Nous avons commencé à réindustrialiser le pays, à mener des réformes secteur par secteur, du secteur de l'énergie à celui des transports en passant par beaucoup d'autres, et investi massivement dans cette réindustrialisation par l'innovation et la décarbonation. Des secteurs du ciment, nous avons des acteurs d'excellence ici présents jusqu'au secteur de l'agroalimentaire, en passant par nos ports, nos industries. Nous avons relancé notre industrie nucléaire, ce qui n'avait été pas fait depuis plusieurs décennies et donc bâti là aussi une stratégie de soutenabilité sur le plan énergétique qui fait que la France a d'ailleurs quelque chose de comparable avec vous. 75 % de notre mix repose, lui, sur le nucléaire qui est une énergie pilotable et bas carbone. Et il y a plus de 80 % totalement décarbonée. Et nous avons décidé des investissements massifs sur le renouvelable et le nucléaire dans les années à venir, en même temps que nous améliorons l'efficacité énergétique de notre modèle. Tout ça pour dire que rien ne peut justifier le chiffre que j'évoquais en investissements directs de la part des grandes entreprises et investisseurs brésiliens en France. Il faut qu'on aille beaucoup plus vite, beaucoup plus fort, beaucoup plus loin. Et je crois pouvoir le dire, la France, ce faisant, sera votre point d'entrée tout à la fois vers le marché européen que nous sommes en train de continuer à intégrer encore davantage et l'Europe, ces dernières années, a réussi à franchir des étapes absolument décisives en termes d'intégration face à la crise Covid comme dans ce contexte de guerre, et, je le crois aussi, très profondément vers des marchés tiers, en particulier le marché africain.

Je crois beaucoup à cette triade, en tout cas, cette capacité que le Brésil, la France peuvent avoir pour agir ensemble vers l'Afrique. Et pour en avoir parlé avec des présidents du Bénin, de l'Angola et d'ailleurs, je sais qu'ils croient aussi dans cette stratégie et la capacité à la mener ensemble. En tout cas, je veux ici vous dire la solidité de l'économie française qui repose sur la lutte pour le plein-emploi, la réindustrialisation, la consolidation d'un modèle bas carbone et la constance que nous avons eu ces sept dernières années dans cette stratégie qui porte ses fruits et que nous continuerons à conduire.

Ceci me conduit précisément à la troisième réflexion que je voulais partager avec vous et qui est au cœur de vos discussions du jour. C'est comment, ensemble, nous pouvons relever le défi, en effet, de la décarbonation. Je crois précisément que si nous avons une stratégie cohérente, volontariste entre nos gouvernements, en bâtissant les règles d'un multilatéralisme plus exigeant, mais en passant aussi par nos entreprises, nous pouvons réussir cette bataille qui, aujourd'hui nourrit un certain scepticisme chez les uns, en tout cas, ne doit pas nous conduire à nous reposer sur nos lauriers une fois que j'ai dit qu'on a des bons modèles pour ce qui est du Brésil et de la France. Le combat de la lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences et pour la biodiversité est un combat qui est très loin d'être gagné aujourd'hui. Il nous faut donc redoubler d'efforts. Et ce cadre-là, c'est celui, je pense, qui doit irriguer la relation bilatérale et ce que, je le souhaite ardemment, le Brésil va faire dans sa présidence du G20, puis l'année prochaine en présidant une COP qui sera essentielle à Belém. C'est pourquoi ce sont des rendez-vous politiques et diplomatiques, mais qui, derrière, doivent nous conduire à avoir ce partenariat d'investissement et d'affaires de manière cohérente.

Je crois très profondément que nous avons trois combats qui sont inséparables à conduire : celui pour la création de richesses, la création d'emplois et la lutte contre les inégalités dans nos sociétés. Il est sans doute encore plus important au Brésil qu'en France quand on regarde les indices d'inégalités, mais il est essentiel en France, quand on voit la nécessité de gagner la bataille du plein emploi pour offrir des perspectives à nos classes moyennes.

Le deuxième combat, c'est celui de la neutralité carbone 2050, c'est-à-dire de la réduction de nos émissions avec des transformations très profondes de nos modèles.

Et le troisième combat, c'est celui pour la biodiversité. Il est inséparable parce que d'abord, c'est une richesse de nos pays, mais nous ne gagnerons pas le combat pour le climat et l'adaptation si, dans le même temps, nous ne menons pas le combat pour la préservation de la biodiversité. Parce que préserver nos forêts primaires, c'est conserver des réserves de carbone irrécupérable. À chaque fois qu'on les sacrifie, elles libèrent des tonnes de CO2 qui nous font reculer dans la bataille contre la décarbonation. C'est préserver des puits de carbone qui absorbent une partie de ce que nous libérons par nos activités. Et donc, il y a une complémentarité dans ces combats qui, d'ailleurs, a été reconnue pleinement dans une stratégie que nous avons portée avec le président LULA il y a quelques mois à Paris, ce pacte de Paris pour les peuples de la planète que nous portons avec nos grandes banques d'investissement, nos banques de développement, nos banques multilatérales. On a mis en place un agenda de finances en commun qui permet justement de soutenir ces trois agendas, ne pas choisir, et qui, je l'espère, sera porté au cœur tout à la fois de la présidence du G20, nous en avons parlé hier avec le président LULA, et de la COP de Belém.

Pour le décliner de manière maintenant très concrète, on doit réussir ensemble à poursuivre quelques combats. Le premier, c'est réussir à bâtir des standards internationaux qui incitent les grands investisseurs privés, aux côtés des banques, à aller vers la réduction des émissions de CO2 et la préservation de la biodiversité. Plusieurs sont là, dans cette salle, qui mènent ce combat de la prise en compte justement de l'intérêt général et tout à la fois de la biodiversité et du climat pour le remettre au cœur de la Finance. Ceci ne se fera pas de manière spontanée. Et quand on regarde aujourd'hui le fonctionnement des marchés, il ne permettra pas de le faire. Le prix du carbone est très hétérogène selon les marchés. Il est surtout trop bas aujourd'hui et les incitations pour réorienter les investissements vers les bons comportements ne sont pas là. Et donc au cœur de la bataille, du G20 de Rio et de la COP de Belém et de ce que nous allons pousser avec vous, il va y avoir la construction de règles, de standards internationaux privés et publics-privés pour inciter les investisseurs à aller vers les activités les plus bas carbone et pour inciter à reforester et ou à préserver nos forêts. Cette méthodologie, on a commencé l'année dernière à la roder en Afrique et ailleurs. On a commencé à mettre en place les premiers contrats, à attirer des fonds souverains, des ONG, des grands investisseurs. On doit aller beaucoup plus loin pour la systématiser et considérer en quelque sorte que la biodiversité, le climat et la lutte contre les inégalités ne sont pas des externalités qu'il faudrait aller corriger ensuite une fois qu'on a créé de la richesse. Non, il faut les remettre au cœur de nos modèles. Pour ça, il faut réformer la gouvernance mondiale. La vraie réforme de la gouvernance mondiale, c'est celle-là. Beaucoup plus que de savoir combien on sera autour de la table ou si ceci ou si cela, parce qu'on va le faire aussi. C'est très important, mais je peux déjà vous l'écrire, ça, on va mettre des années avant de le régler. Ce combat pour qu'il y ait une réorientation de la finance est quant à lui indispensable et urgent.

La deuxième chose, c'est d'harmoniser entre nous et là, c'est un combat entre le Brésil et la France, avec la France. C'est un combat du Brésil avec l'Europe. Nous devons intégrer des standards de plus en plus communs sur cette voie. Et on a tout pour réussir. Parce que vous êtes d'ores et déjà en termes d'émission de CO2, parce que vous avez un modèle qui est très décarboné. Et moi, je crois très profondément que nous devons repenser nos règles commerciales à l'aune de cet avantage, et c'est pourquoi je préfère mettre les pieds dans le plat devant cette assemblée. Je me suis exprimé avec beaucoup de force pour dire le Mercosur tel qu'il est aujourd'hui négocié est un très mauvais accord. Mais je pense que c'est un très mauvais accord pour vous et pour nous. Et je vais vous le dire de manière très simple, parce que c'est un accord qui a été négocié il y a 20 ans, et il en est de la vie diplomatique comme de la vie des affaires. Quand on a négocié quelque chose avec une grammaire ancienne, on peut essayer de réactiver les braises, mais si on n'en change pas les termes, il y a peu de chances que l'accord corresponde à l'ordre du monde tel qu'il est aujourd'hui. Dans cet accord, il n'y a rien qui prend en compte le sujet de la biodiversité et du climat. Rien. C'est pour ça que je dis qu'il n'est pas bon. Et je vais vous le dire, moi c'est un accord que je ne peux pas défendre. Vous êtes tous chefs d'entreprises dans cette salle. Quand je demande à des entreprises de ciment en France de décarboner massivement, d'investir des milliards d'euros, de les aider, de mettre de l'argent public pour décarboner, on est en train de réussir. Quand je demande à des agriculteurs que vous distribuez, de faire la même chose, de se passer de pesticides, je ne peux pas dans la même seconde, dire je vais ouvrir mon marché avec des règles très hétérogènes et permettre à des gens qui ne suivent pas les mêmes règles d'importer massivement sans tarif. On va perdre tout le monde ou à ce moment-là, on va créer une mondialisation ou on va très bien réguler des producteurs dans des endroits où il n'y en aura plus. Ce n'est pas ce qu'on cherche. Et je le dis dans un pays où vous faites les efforts. C'est-à-dire je le dis dans un pays où vous produisez de manière décarbonée, où vous avez cette sensibilité, vos entreprises, vous le disiez, Monsieur le Président, tout à l'heure, ont commencé ce chemin avec de très bons résultats. Et où vous avez un gouvernement qui s'est attaqué au sujet de la déforestation et veut le valoriser. Finissons-en avec le Mercosur d'il y a 20 ans, bâtissons un nouvel accord qui soit à la lumière, à la lumière de nos objectifs, de notre réalité, c'est-à-dire un accord commercial qui soit responsable d'un point de vue de développement, de climat et de biodiversité. Un accord de nouvelle génération avec des clauses miroirs qui facilitera l'accès au marché européen de vos entreprises qui sont remarquables et qui ont un modèle mixte de mix énergétique qui est bien meilleur que beaucoup d'autres pays européens et qui sera plus exigeant de part et d'autre, avec nos agriculteurs, avec nos industriels, mais qui nous permettra de faire ce chemin.

Donc je pense que le deuxième pilier de cette stratégie, justement pour le climat, c'est de bâtir entre... Que le Brésil et la France soient deux puissances d'inspiration pour bâtir ces contrats, ces accords de nouvelle génération sur le plan du climat et du commerce. Et puis le dernier point, ce sont les investissements, les partenariats croisés. Je suis convaincu que cette ambition commune pour le climat et la biodiversité doit nous conduire à avoir des stratégies beaucoup plus ambitieuses. En France, nous avons mis en place France 2030. 54 milliards d'euros sont investis pour aider à décarboner, à investir, à justement mener à ce chemin. Vous avez ici des acteurs qui sont impressionnants, par exemple dans la décarbonation de notre aviation et qui produisent du fioul soutenable, des carburants soutenables pour nos avions. Vous avez des acteurs de l'hydroélectricité, parfois en partenariat avec nos acteurs français qui sont remarquables. Ce sont autant de solutions pour la décarbonation de beaucoup d'acteurs industriels au Brésil, en France, mais aussi dans nos sous-régions.

Et donc derrière cela, pour moi, le troisième pilier après les standards, les accords commerciaux, ce sont des accords d'investissement, des partenariats croisés pour justement aider à décarboner nos industries. Décarboner nos grands sites industriels, décarboner nos ports, décarboner nos cimenteries, innover par l'hydrogène, par le renouvelable, par le nucléaire, par les SAF et permettre aussi, à travers les innovations industrielles, d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort sur ce chemin de croissance commun. Ne nous trompons pas, nous ne sommes qu'au début de la bataille. Et ne nous trompons pas à peu près tous les chiffres sur lesquels nous travaillons sous-estiment les besoins qui sont les nôtres.

Et je finirai sur ce point parce que la bataille pour décarboner nos industries et nos agricultures sous-estime très largement les besoins en énergie que la transformation technologique, et en particulier celle de l'intelligence artificielle, va créer dans nos économies. Les quantités d'électricité et d'énergie dont nous aurons besoin pour bâtir l'intelligence artificielle dans nos pays et, ce faisant, avoir notre part de souveraineté, seront massifs et vont nous imposer d'aller encore plus vite et plus fort dans l'adaptation de nos économies et dans la production d'énergie décarbonée. C'est en cela que le Brésil et la France ont une part de la solution et peuvent porter, je le crois, très profondément, une part de la stratégie entre nos deux pays, entre nos deux régions et pour le monde.

Voilà, Mesdames et Messieurs, je ne serai pas plus long, mais c'est en quelques mots ce que je voulais vous dire, pour essayer d'abord de vous dire que nous vous aimons, que nous avons confiance en vous et dans le modèle de croissance et de solidité brésilien. Que comme nous sommes, nous Français, exactement comme les Brésiliens, des grands affectifs. Nous avons besoin que vous nous aimiez encore davantage et que je suis convaincu que c'est ensemble que nous avons une part de la solution pour la décarbonation de nos économies, pour gagner la bataille du climat et de la biodiversité par les stratégies diplomatiques, industrielles et d'investissement que je viens d'évoquer.

Vive le Brésil, vive la France ! Vive l'amitié entre nos deux pays !